

**Le rôle de l'OIT dans la mise en œuvre
de stratégies de développement économique local
dans un contexte de mondialisation**

Andrés Rodríguez-Pose *

Department of Geography and Environment
LSE
Houghton Street
London WC2A 2AE
e-mail: a.rodriguez-pose@lse.ac.uk

Londres, le 31 décembre 2001

* Andrés Rodríguez-Pose est professeur de géographie économique à la London School of Economics et lauréat du Prix Royal Society-Wolfson pour la recherche. Il est fondateur et directeur du programme de maîtrise en développement économique local dans cette même institution.

Avant-propos

Au cours des dernières années, l'OIT s'est efforcée de promouvoir le travail décent. Cependant, avec la mondialisation économique, le travail décent est devenu une denrée rare. Le processus de mondialisation a provoqué l'ouverture d'un gouffre entre les individus, les compagnies et les territoires qui ont les moyens de se faire concurrence sur le marché libre et ceux qui manquent de compétences ou de capacités pour le faire. La conséquence de ce processus est une division sociale croissante, une exclusion exacerbée et une polarisation territoriale plus importante. Cette étude examine la manière dont la polarisation territoriale peut être inversée dans le contexte de la mondialisation. En outre, elle montre le rôle qu'une organisation internationale, telle que l'OIT, doit jouer pour s'attaquer à la polarisation et pour aider les individus et les compagnies dans les parties du monde qui sont les moins avancées à devenir plus capables de résister à la concurrence et de créer des emplois.

On souligne que les politiques traditionnelles de développement qui ont été mises en place dans le passé n'ont pas, pour une grande part, réussi à établir les conditions nécessaires pour assurer un développement durable et pour créer des emplois. L'importance accordée aux stratégies de développement peu équilibrées, basées sur des programmes d'infrastructure et sur l'attraction d'investissements étrangers, n'a pas suffi à consolider l'activité économique dans de nombreuses régions où ces politiques ont été mises en œuvre. Par conséquent, les récentes stratégies de développement territorial ont eu tendance à mettre l'accent sur ce qu'on appelle des facteurs «endogènes», le tissu économique local, les ressources humaines et le cadre institutionnel local. Les conséquences de ce changement ont été la mise en place de nouvelles stratégies de développement – groupées sous le nom de développement économique local – dans lequel les facteurs endogènes et institutionnels sont intégrés à ceux des infrastructures et les investissements directs étrangers dans des programmes de développement global, pour créer l'environnement approprié à la réalisation du potentiel économique de chaque région. Cela signifie enraciner l'activité économique dans un territoire en la faisant dépendre des conditions économiques et sociales de l'endroit au lieu du contraire. La mise en œuvre de projets de développement économique local a été accompagnée du progrès des méthodes et des instruments de gestion du développement. L'OIT a été l'une des premières organisations internationales ainsi que l'OCDE à saisir les récents changements théoriques et à adopter de nouvelles méthodes de développement. L'OIT a, entre autres, une excellente réputation en ce qui concerne les services financiers de développement, en réponse aux situations de crise et de reconstruction. Elle est aussi reconnue pour son aide aux PME, le financement de projets de développement, la diffusion et l'assimilation des technologies, la création d'agences pour le développement économique local ou pour la mise en valeur des capacités locales. L'OIT en tant qu'organisation s'occupe d'un vaste champ d'activités économiques qui peuvent être incluses sous le terme générique de développement économique local. Cependant, la plupart des organisations internationales rencontrent de nombreux problèmes externes et internes qui peuvent menacer l'efficacité à long terme de leur intervention pour promouvoir le développement économique et le travail décent. La pression des bailleurs de fonds pour obtenir des résultats rapides et tangibles pousse les départements des organisations internationales à adopter une série de programmes individuels rendant la coordination entre les différents bureaux plus symbolique que réelle. Le manque de coordination des programmes individuels qui ne conduit guère à des stratégies cohérentes de développement territorial fera probablement peu pour contribuer à maximiser le potentiel de développement des régions où les stratégies de développement sont mises en place.

L'OIT prend des mesures pour éviter, et finalement éliminer, l'incidence de ces problèmes. Ces mesures vont dans le sens de l'adoption d'une approche du développement

plus globale et plus coordonnée, en concevant dans chaque cas des stratégies de développement adaptées au contexte local et particulier. Ceci suppose une plus grande coordination interne parmi les bureaux de l'OIT mais, bien plus important, la coordination de tous les programmes mis en œuvre dans le même pays ou la même région ainsi que l'allocation des fonds des bailleurs, des programmes et de leur fusion en stratégies globales de développement. La création récente de l'Unité de travail décent, avec son approche territoriale et globale basée sur un diagnostic exhaustif du potentiel économique local pour la mise en œuvre de programmes pilotes, représente une étape importante de ce processus. Dans l'ensemble, la réorientation et la transformation des activités actuelles de l'OIT qui suivent les lignes d'une approche du développement plus globale et territoriale vont vraisemblablement contribuer à assurer la maximisation de l'expertise et du potentiel du développement économique local de l'OIT, et probablement à garantir le succès à long terme de l'Organisation dans la promotion du travail décent.

Table des matières

	<i>Page</i>
Avant-propos	iii
Remerciements	vii
1. Introduction	1
2. L'impact de la mondialisation sur les économies locales dans le monde.....	2
3. Le besoin de stratégies alternatives de développement	6
4. Les politiques du DEL et l'OIT	13
5. Conclusions: vers un plus grand rôle de l'OIT dans la promotion du DEL.....	18
Bibliographie	21

Remerciements

Cette étude n'aurait pu être réalisée sans l'étroite collaboration et le soutien du Programme de développement économique local de l'OIT. Roberto Di Meglio a joué un rôle essentiel dans ce processus. Il a été non seulement responsable de la préparation de cette étude – prenant grand soin de fixer tous les rendez-vous et d'organiser les réunions – mais a aussi fourni des aperçus sur sa propre vision de ce que doit être le développement économique local ainsi que des réflexions sur les activités de son programme. Giancarlo Canzanelli, Martin Gasser, Alfredo Lazarte, Jürgen Schwettmann et Carlien van Empel m'ont donné des informations très utiles au cours de l'élaboration de cette étude et ont, ainsi que Roberto Di Meglio offert de nombreuses critiques sur mes premières copies. Les interviews avec de nombreux experts de l'OIT m'ont été aussi très utiles. Bernd Balkenhol, Philippe Egger, Chris Evans-Klock, Klaus Haftendorp, Rul Hakelmulder, Michael Henriques, Evy Messel, Anne Posthuma, Maria Prieto, Merten Sievers, Jim Tamburn, Geert van Boekel et Roberto Zachman m'ont consacré beaucoup de temps et m'ont fourni de précieuses informations sur les activités de leurs départements respectifs ainsi que celles de l'OIT. Finalement, je tiens à exprimer ma reconnaissance aux participants du groupe de travail dont la séance a eu lieu le 10 décembre 2001, pour leurs commentaires sur mes idées initiales concernant cette étude. Toutes les opinions exprimées par les experts de l'OIT ont été traitées confidentiellement. Le déni de responsabilité s'applique.

1. Introduction

L'OIT, comme d'autres organisations internationales, a été affectée par les changements planétaires. Bien que les objectifs fondamentaux de promotion de l'emploi, de justice sociale et d'égalité lui tiennent à cœur, les changements dans le contexte mondial ont obligé l'OIT à repenser les moyens qui lui permettront de réaliser ces objectifs. Ce processus de réflexion et de restructuration a commencé et a été accéléré par la nomination de Juan Somavia au poste de Directeur général de l'OIT. Depuis, l'OIT s'est donné un nouvel «objectif majeur» pour la période de transition causée par la mondialisation: «procurer du travail décent aux femmes et aux hommes dans le monde entier» (OIT, 1991:1). Ce nouvel objectif majeur complète et renforce les objectifs traditionnels de promotion de justice sociale et d'égalité et doit être réalisé à l'aide de quatre objectifs stratégiques. Ceux-ci incluent des normes, des principes et des droits fondamentaux au travail, à l'emploi, à la protection sociale, au dialogue social, avec le sexe et le développement comme thèmes transversaux de priorité (OIT, 1999).

Le nouvel «objectif majeur» de travail décent sous-entend essentiellement la création d'emplois, mais un emploi «décent» ou «adéquat», c'est-à-dire, un emploi assujéti à certaines normes et à certaines règles pour empêcher l'exploitation et/ou le mauvais traitement des travailleurs. Bien que cet objectif apparaisse illusoirement simple, accomplir la réalisation du «travail décent» dans un espace mondialisé, dans lequel les entreprises et les régions affrontent une concurrence non seulement des entreprises voisines, des localités et des régions, mais aussi des acteurs économiques situés en dehors du domaine traditionnel de la région et de l'Etat nation, peut s'avérer être une démarche difficile à réaliser.

Le processus de mondialisation, avec sa mobilité accrue de capital, de travailleurs, de marchandises et de services est en train de changer les règles qui ont régi l'économie pendant la plus grande partie de l'après-guerre. La mondialisation expose même les territoires les plus reculés à la concurrence et force les entreprises, les localités et les régions à réagir aux nouvelles conditions économiques. Il s'ensuit que les acteurs économiques et sociaux à travers le monde sont en train de restructurer leurs habitudes de production et de consommation. Ce processus offre de nouvelles opportunités et de nouveaux défis. De nombreuses entreprises et de régions dans le monde ont saisi les opportunités de ce nouvel environnement mondial et en tirent maintenant les bénéfices. Cependant, dans la majorité des régions moins développées – comme beaucoup de territoires où l'OIT opère actuellement –, l'ouverture des économies nationales expose les structures économiques locales qui sont peu ou mal préparées à la concurrence dans un environnement mondial. La principale conséquence de ce processus dans ces régions moins avancées est que le fait d'exposer des structures de production inefficaces et traditionnelles à la concurrence de l'extérieur aboutit, dans certains cas, à la disparition des structures de production locale, engendrant le chômage et, dans d'autres cas – quand les emplois sont maintenus ou quand de nouveaux sont créés pour servir l'économie mondiale – à une dégradation des conditions de travail.

Les deux résultats de l'ouverture des économies à la mondialisation sont en désaccord avec l'objectif de l'OIT de garantir un travail décent. Le libre mouvement des forces de marché est susceptible d'entraîner une baisse de l'emploi ou de créer des emplois modestes dans les régions les moins concurrentielles du monde. L'OIT étant pleinement consciente des défis que soulève la mondialisation dans beaucoup d'endroits a initié une série de programmes visant à créer des emplois et des emplois de qualité «décente», tout particulièrement dans les pays en développement. Cette étude va essayer de répondre à la question: dans quelle mesure ces politiques peuvent-elles réaliser leur objectif d'implanter le dynamisme économique durable qui garantirait la création de «travail décent» non seulement sur le court terme, mais aussi sur le moyen et le long terme?

Cette étude comprend quatre parties supplémentaires. La partie suivante décrit l'impact de la mondialisation sur les économies locales dans le monde. La troisième partie considère la nécessité d'élaborer de nouvelles stratégies de développement dans un environnement économique mondial en pleine mutation, en insistant tout particulièrement sur les liens qui existent entre les stratégies de développement économique local (DEL), en accord avec le mandat de travail décent de l'OIT, et le potentiel du DEL comme cadre général pour générer un travail durable de qualité. La quatrième partie récapitule l'ensemble des programmes de développement utilisés par l'OIT pour promouvoir le développement durable et le travail décent, puis identifie les principales insuffisances de la stratégie de l'OIT. Finalement, les conclusions essaient de formuler un rôle pour l'OIT au sein du DEL en insistant sur l'avantage compétitif de l'OIT dans ce domaine.

2. L'impact de la mondialisation sur les économies locales dans le monde

Bien que certains prétendent que le récent processus de mondialisation n'est pas vraiment nouveau (Williamson, 1997), le niveau accru d'interaction entre les économies nationales au cours des deux dernières décennies du XX^e siècle est sans précédent. Depuis les dernières années quatre-vingt, le commerce s'est développé considérablement et l'investissement direct étranger (IDE) dans le monde a quintuplé (IMF, 2000). La grande majorité du commerce mondial et de l'investissement direct étranger s'effectue entre les pays développés. Cependant, la plus grande expansion relative du commerce et de l'IDE au cours des dernières années s'est produite dans les pays en développement. De nombreux pays en développement ont ouvert leurs frontières, passant soit de l'industrialisation de substitution des importations ou des économies dirigées à des systèmes relativement libéraux d'économie de marché. La libéralisation des économies nationales a souvent été accompagnée de mesures macroéconomiques de stabilité visant, entre autres, à maîtriser l'inflation et réduire les déficits fiscaux ainsi que la dette.

L'ouverture des économies mondiales est en accord avec un vaste ensemble de recherches économiques qui, tant d'un point de vue théorique qu'empirique, ont démontré les avantages économiques des économies ouvertes. Les travaux de Grossman et Helpman (1991) de Coe et Helpman (1995) ou de Frankel et Romer (1999) ont mis l'accent sur la plus grande capacité des économies ouvertes à bénéficier des transferts technologiques. Les conséquences de la restructuration et de la productivité causées par la libéralisation et l'intégration régionale ont été aussi soulignées (par exemple Kang et Johansson, 2000). Les recherches empiriques ont confirmé les supposés résultats économiques supérieurs des économies libérales. Sachs et Warner (1995 et 1997), Coe, Helpman et Hoffmeister (1997) identifient l'existence d'un rapport très fort entre le degré d'ouverture d'un pays et sa croissance économique à cause de sa capacité à tirer profit de la mobilité croissante du capital et de la technologie ¹.

La combinaison de la libéralisation économique et des mesures macroéconomiques de stabilité ont eu des résultats positifs. Le plus spectaculaire en a été la baisse de l'inflation de deux ou trois chiffres à un chiffre dans la plupart des pays du monde. Il y a eu une expansion rapide des mouvements de capitaux en direction des pays les plus ouverts, l'augmentation des exportations a aussi prospéré et la croissance économique a eu tendance à être moins volatile que dans les années quatre-vingt. Du côté négatif, la libéralisation n'a pas été accompagnée (sauf quelques exceptions telles que la Chine, l'Inde

¹ Cette tendance dominante a, cependant, été récemment contestée par de nombreux spécialistes menés par Dani Rodrik (2000). Ils remettent en question les effets bénéfiques du commerce sur la croissance économique.

et l'Irlande) d'une grande croissance à long terme ou d'une augmentation importante de l'emploi. Dans un certain nombre de pays latino-américains, par exemple, la croissance pendant les années quatre-vingt-dix a été inférieure à celle de la «décennie perdue» des années quatre-vingt. La crise asiatique a taillé une brèche sérieuse dans les résultats des économies du Sud-Est asiatique. Quant à la plupart des pays africains, ils n'ont pas réussi à bénéficier des changements économiques. De plus, la libéralisation économique et les mesures macroéconomiques de stabilité ne sont pas sans risque. L'effet «tequila» de 1995 au Mexique, la crise asiatique de 1997 ou les crises actuelles en Argentine et en Turquie mettent en évidence la vulnérabilité des pays dont les structures de production sont souvent incapables de faire face à une restructuration rapide et/ou à affronter la concurrence soit des produits de haute technologie venant des pays développés ou des produits meilleur marché des autres économies en développement.

La mondialisation et la libéralisation économique contribuent aussi à l'augmentation des inégalités sociales et territoriales à l'intérieur même des pays qui ont libéralisé leurs économies. D'un point de vue social, il y a des symptômes d'inégalité croissante qui mènent à l'exclusion sociale. Les gains de productivité et de croissance – quand ils se produisent – sont plus que jamais liés au progrès technologique. L'introduction de nouvelles usines de production ou de nouvelles méthodes agricoles génèrent une productivité et une efficacité plus grandes, mais fréquemment au détriment de l'emploi. La croissance du chômage contribue à l'exclusion d'un grand nombre de travailleurs non qualifiés et à l'expansion de l'économie informelle, dans les pays développés et les pays en développement (Schneider et Enste, 2000). Par conséquent, la nouvelle économie qui émerge du processus de mondialisation est caractérisée par une polarisation sociale plus importante. L'écart entre les salariés à haut niveau d'éducation avec un emploi stable et une sous-classe grandissante de travailleurs qui ont des emplois précaires, ainsi que les travailleurs de l'économie informelle, semble se creuser à un rythme plus rapide que jamais (Esping-Andersen, 1999:10).

D'un point de vue territorial, seulement un nombre limité d'espaces semblent profiter des nouvelles opportunités que présente le processus de mondialisation. En général, les régions gagnantes ont tendance à être celles qui ont quelque chose à offrir aux marchés qui se trouvent en dehors du domaine traditionnel des sphères locales et régionales. On peut diviser les régions gagnantes en trois catégories:

- a) Les grandes régions métropolitaines: les grandes agglomérations urbaines dans les pays développés et les pays en développement concentrent les activités de service à haute valeur ajoutée. Les services financiers de développement, les compagnies immobilières et d'assurances sont regroupés plus que jamais dans de grandes régions urbaines et il en est de même des sièges sociaux des grandes sociétés (Taylor et Walker, 2001). Les économies d'agglomération qui proviennent d'une telle concentration de facteurs de production contribuent à attirer les activités de recherche, de développement et de création dans les métropoles mondiales. Les investissements directs étrangers (IDE) affluent dans les grandes zones métropolitaines. La ville de Mexico ainsi que l'Etat de Mexico qui l'entoure ont reçu plus de 60 pour cent de tous les investissements au Mexique entre 1994 et 2000; Madrid a aussi attiré plus de 60 pour cent de tous les investissements effectués en Espagne pendant la même période. Cependant, comme on l'a mentionné auparavant, le dynamisme des grandes zones métropolitaines ne signifie pas que tous les habitants en ont bénéficié de la même manière. Une grande majorité des grandes agglomérations urbaines dans le monde voient l'émergence d'une double économie dans laquelle la richesse et les emplois à haute productivité coexistent avec une misère sociale et économique, un secteur informel croissant et des emplois modestement payés et précaires dans le secteur tertiaire.

-
- b) Régions industrielles intermédiaires: le second groupe de territoires qui semblent bénéficier d'une plus grande mobilité des facteurs de production dans le monde sont les régions industrielles intermédiaires. Ce type de régions combine souvent les avantages du coût de la main-d'œuvre en ce qui concerne les zones centrales, avec le capital humain et les avantages d'accessibilité en ce qui concerne les zones périphériques, les rendant ainsi attirantes pour de nouveaux investissements industriels. Les Etats et provinces de l'Ouest des Etats-Unis et du Canada ont attiré d'importants investissements industriels en délaissant les zones encombrées de l'Est et des Grands Lacs de l'Amérique du Nord. De nombreuses régions intermédiaires européennes au centre de l'Italie et au sud de l'Allemagne et de la France ont connu la même tendance. Du point de vue mondial, les régions les plus avancées du monde en développement peuvent être considérées comme des régions industrielles intermédiaires. C'est le cas des Etats mexicains qui sont limitrophes des Etats-Unis, de São Paulo et des Etats du sud du Brésil, du Maharashtra en Inde, mais par-dessus tout, des provinces côtières de la Chine. La combinaison des bas salaires avec une main-d'œuvre relativement qualifiée et l'accessibilité aux marchés en a fait des cibles de préférence pour les investissements industriels. La plupart de la production industrielle de masse est concentrée dans ces régions.
- c) Les régions touristiques: parmi les régions en développement qui ont réussi à trouver un marché dans l'économie mondiale, on trouve les régions touristiques. Des endroits tels que Cancún au Mexique ou Bali en Indonésie ont prospéré grâce à leur capacité d'attirer un grand nombre de touristes du monde entier. D'autres, sans avoir obtenu de tels succès, ont créé une industrie touristique florissante et relativement réussie.

Cependant, dans un contexte mondialisé, les régions dynamiques ont tendance à être des exceptions plutôt que la règle. Le plus souvent, les régions et les localités se battent pour adapter leur tissu économique aux nouvelles conditions. La mondialisation a rendu l'activité économique plus libre. L'avantage concurrentiel que certains territoires avaient dans le passé à cause de leurs conditions uniques ou à cause de la proximité des matières premières est devenu moins important. Les progrès de la technologie et de l'informatique contribuent à délocaliser la production industrielle et agricole. Une délocalisation moins importante a lieu dans les services bien que l'avenir des services de marché soit souvent lié au dynamisme de l'activité économique des autres secteurs. De ce fait, les régions industrielles traditionnelles, les régions agricoles et les régions ne présentant aucun avantage comparatif distinct ont des difficultés à conquérir de nouveaux marchés; en outre, leurs compagnies perdent souvent leurs parts de marché dans leurs propres marchés traditionnels à cause de l'ouverture des économies nationales à la concurrence. Les compagnies industrielles de production de base ou de production en série qui avaient survécu et souvent prospéré dans des conditions de monopole ou d'oligopole dans des marchés nationaux fragmentés sont souvent prêtes à s'effondrer sous les pressions de la concurrence. Les régions agricoles traditionnelles ont vu leurs marchés envahis par des produits agricoles meilleur marché en provenance des régions plus avancées technologiquement, et les zones avec un fort potentiel agricole doivent opérer dans un marché alimentaire mondial qui est imparfait et relativement fermé.

Le résultat des récents processus économiques est une plus grande polarisation économique et sociale à l'échelon international. Tandis que certaines économies nationales telles que celles du Sud-Est asiatique, de la Chine ou de l'Irlande ont prospéré avec le nouveau système, la plupart des pays africains et beaucoup d'économies sud-asiatiques s'écartent de plus en plus des circuits économiques mondiaux. Le PIB par habitant dans de nombreux pays africains est plus bas en termes réels qu'il ne l'était il y a trois décennies. Le résultat en Amérique latine a été mixte. Le Mexique – malgré des crises périodiques – a bénéficié de son intégration dans l'ALENA. Le Chili a aussi obtenu des résultats relativement bons. En revanche, l'Equateur, le Venezuela et maintenant l'Argentine ont obtenu des résultats économiques catastrophiques.

La polarisation économique mondiale se reproduit à l'intérieur des pays. Les différentes capacités régionales à s'adapter à un nouveau contexte économique mènent à une plus grande concentration de l'activité économique et de la richesse dans quelques régions de chaque pays et à une divergence économique toujours grandissante à l'intérieur des pays. En conséquence, les déséquilibres économiques internes se multiplient dans les pays à revenu élevé comme dans les pays à moyen et faible revenus. Le tableau 1 montre l'évolution de la variance du logarithme naturel du PIB par habitant dans quelques pays développés ou en développement dans le monde, entre 1980 et 2000, ou la dernière année où les statistiques ont été disponibles. On doit souligner quelques aspects importants de ce tableau. Le premier est la différence dans la dimension des disparités internes entre les pays développés et les pays en développement. En 2000, les disparités économiques internes au Brésil, en Inde ou au Mexique étaient deux fois plus grandes que les disparités internes en Espagne et trois fois supérieures à celles de la France ou des Etats-Unis. Deuxièmement, tous les pays inclus dans cet échantillon, à l'exception du Brésil, ont vu s'aggraver les déséquilibres économiques internes. Cependant, alors que la plus grande polarisation économique a eu lieu aux Etats-Unis, en France et en Allemagne dans les années quatre-vingt, la plus grande accélération des déséquilibres économiques s'est produite durant les années quatre-vingt-dix dans les pays à faible revenu. Entre 1990 et 2000, la variance du logarithme du PIB régional par habitant a augmenté de 1,3 pour cent au Brésil, de 3 pour cent en Italie, de 11,6 pour cent en Espagne, de 13,7 pour cent au Mexique et de presque 17 pour cent en Inde (tableau 1).

Tableau 1. La variance du logarithme du PIB régional par habitant dans différents pays du monde, 1980-2000

	1980	1990	Pourcentage Changement 1980-1990	2000	Pourcentage Changement 1990-2000
Pays développés					
Etats-Unis	0,136	0,152	11,38	0,148 ^a	- 2,35
France	0,137	0,150	9,12	0,143 ^b	- 4,28
Allemagne ^c	0,184	0,188	2,47	0,186 ^b	- 1,12
Italie	0,265	0,269	1,48	0,277 ^b	3,03
Espagne	0,207	0,199	- 3,87	0,222 ^b	11,59
Pays en développement					
Brésil	0,588	0,488	- 17,15	0,494 ^b	1,33
Inde	0,352	0,377	7,09	0,441 ^b	16,96
Mexique	0,388	0,383	- 1,45	0,435	13,71

^a 1999. ^b 1998. ^c Allemagne de l'Ouest seulement.
Source. Propre élaboration à partir de données diverses.

La polarisation interne a souvent coïncidé avec l'ouverture des économies des pays. Alors qu'au Mexique les années soixante-dix et le début des années quatre-vingt ont été caractérisées par une réduction des disparités économiques internes l'ouverture des frontières aux échanges à partir de 1985 a conduit à une concentration accrue de l'activité économique à Mexico et dans les Etats limitrophes des Etats-Unis (Sánchez-Reaza et Rodríguez-Pose, 2002). De même, l'augmentation des disparités régionales internes au Brésil a coïncidé avec l'ouverture progressive de l'économie du pays depuis le début des années quatre-vingt (Azzoni, 2001).

La combinaison de l'inégalité sociale et territoriale croissante et la plus grande concentration d'activité territoriale à haute valeur ajoutée dans les régions centrales et quelques régions périphériques qui ont trouvé un marché spécialisé dans une économie

mondialisée laissent de nombreuses régions du monde – et pour la plupart les plus pauvres – dans une situation très précaire. L'ouverture des frontières au commerce, et en conséquence à une plus grande concurrence, déclenche des processus de restructuration économique dans laquelle les progrès technologiques et informatiques mènent à un changement d'emplois dans les secteurs formels (particulièrement dans l'industrie). Les travailleurs peu qualifiés et moins éduqués sont moins susceptibles d'être embauchés ou sont forcés à prendre des emplois à faible valeur ajoutée dans le secteur des services ou dans le secteur informel. De plus, l'ouverture des frontières au commerce expose les secteurs les moins compétitifs dans plusieurs régions du monde et impose une concurrence sur les prix. Les conséquences de ces tendances est un passage d'une convergence territoriale à une divergence territoriale ainsi qu'une exclusion grandissante des travailleurs peu qualifiés qui restent en dehors de la main-d'œuvre. En outre, l'émergence de doubles économies dans beaucoup de régions relativement prospères contribue à réduire la base de ceux qui ont des emplois décents. Les formes précaires d'emploi qui sont en contradiction avec l'objectif majeur de l'OIT d'assurer «un travail décent» sont donc les principales formes d'emploi en expansion dans beaucoup de régions du monde. Les compétences insuffisantes de nombreux travailleurs et la capacité limitée des compagnies et des régions de proposer des produits et des services à des marchés de plus en plus intégrés contribuent à une croissance rapide du secteur informel et de l'emploi atypique, tel que le travail temporaire, le travail à son compte, le travail à domicile. Des gens et des régions entières dans le monde sont ainsi pris dans une spirale où ils deviennent de plus en plus dépendants des activités économiques sur lesquelles ils ont peu ou pas de contrôle.

3. Le besoin de stratégies alternatives de développement

Quelles sont les options pour les personnes, les compagnies et les régions qui sont laissées pour compte par l'économie globale? Que peut-on faire pour inverser la descente en spirale actuelle et contribuer à créer plus d'emplois et surtout des emplois de qualité? Quelle que soit la solution aux problèmes de développement causés par la mondialisation, elle doit englober les stratégies qui contribuent à redresser les faiblesses qui limitent le potentiel des individus, des compagnies et des collectivités territoriales dans le monde. Ceci signifie: sensibiliser les individus, les compagnies et les sociétés aux défis que posent les nouvelles conditions économiques. Pour relever les défis posés par la mondialisation, il est nécessaire de fournir aux individus et aux compagnies les outils qui leur permettront de mettre leurs compétences, leurs produits ou leurs services sur le marché mondial et de faire la concurrence aux autres pays.

Il n'y a pas de manière simple et universelle de s'attaquer aux défis provoqués par la mondialisation. Les individus, les compagnies et les territoires, à cause de leur nature différente, ont adopté des stratégies économiques et sociales différentes. Vu les limites de cette étude, je me concentrerai exclusivement sur les options ouvertes aux territoires. Les expériences passées ont démontré que la simple reproduction des politiques de développement dans différents contextes a le plus souvent eu un impact insignifiant ou nul sur la création du développement durable et sur l'emploi à long terme. Les politiques centralisées (*top down*) traditionnelles visant à la réalisation du développement économique ont été taillées sur le même patron. Elles se composaient de politiques basées sur les crédits, concentrées sur l'infrastructure et sur les industries ou l'attraction de l'investissement direct étranger. La logique derrière cette approche était que l'idée qu'une mauvaise accessibilité ou que l'absence de compagnies qui pourraient développer autour d'elles un tissu industriel dynamique et générer des transferts technologiques était à l'origine des problèmes de beaucoup de régions peu avancées. Les politiques de création d'emplois et de développement ont été jusqu'à ces derniers temps articulées sur deux axes. Le premier axe était la subvention de l'infrastructure. Les retours soi-disant importants sur l'investissement infrastructurel identifié par quelques chercheurs (par exemple Aschauer,

1989) ont contribué à répandre l'opinion que l'amélioration de l'accessibilité était la solution pour aider les régions peu avancées. Les politiques de développement et d'emploi étaient orientées sur la construction des routes, des aqueducs, des oléoducs, des lignes téléphoniques et d'autres investissements d'infrastructures. Cependant, de gros investissements dans les infrastructures n'ont pas toujours produit les résultats escomptés. Un des exemples les plus spectaculaires de l'échec de cette approche est le Mezzogiorno italien, où, malgré plus de quarante années d'investissements importants par l'Etat italien, la différence de revenu entre le nord et le sud du pays est la même qu'avant le début de l'intervention peu après la guerre (Trigilia, 1992). Sur une plus grande échelle, de récentes études ont aussi mis en doute l'efficacité des investissements dans l'infrastructure comme stratégie de développement durable. Des recherches au niveau européen de Martin (1999), de Vanhoudt *et al.* (2000) ont révélé que les rendements économiques dans l'infrastructure étaient constants ou négatifs.

Le deuxième axe a été articulé sur des politiques centralisées basées sur l'industrialisation. Ces politiques ont aussi échoué. L'introduction ou l'attraction de grandes compagnies dans des zones qui ont un tissu industriel ténu, en conjonction avec d'autres politiques de développement a été dans quelques cas – celui d'une foule de pays du Sud-Est asiatique – la clé du décollage de ces régions (Storper, 1997). Mais les échecs sont plus nombreux que les réussites. Encore une fois, le cas du Mezzogiorno italien vient à l'esprit. La création de chantiers navals, de raffineries, d'usines automobiles et d'usines chimiques dans les régions du sud de l'Italie avec un tissu industriel endogène relativement ténu n'a pas stimulé l'industrialisation désirée dans le sud du pays (Viesti, 2000). Les compagnies qui avaient été attirées du nord au sud par des incitations économiques du gouvernement italien n'ont pas réussi à créer autour d'elles les liaisons et les réseaux industriels qui auraient pu entraîner une croissance économique durable et une progression des emplois. Les conditions économiques locales et institutionnelles qui étaient inadéquates ont constitué autant d'obstacles à la création de réseaux locaux autour de cette grande compagnie «importée», ce qui était l'objectif majeur de la politique (Trigilia, 1992). En conséquence, la plupart des grands complexes industriels sont restés détachés de leur environnement local, comme des «cathédrales dans le désert», tandis que leurs principaux fournisseurs et clients étaient installés nationalement, plutôt que localement ou dans des lieux proches. Après la suspension des incitations économiques qui avaient entraîné le transfert de ces compagnies dans le sud, les compagnies travaillant à perte – la grande majorité de ces cathédrales dans le désert – sont restées sur les lieux pour disparaître ou ont redéménagé dans le nord.

Les politiques d'industrialisation dans d'autres régions du globe n'ont pas réussi à apporter les résultats escomptés. Beaucoup d'entreprises établies dans des villes et des régions moins développées en France ou en Espagne, poursuivant la théorie du développement polaire de Perroux (1957), n'ont pas enclenché la dynamique espérée et les effets d'innovation qui devaient être à l'origine du développement durable (Cuadrado Roura, 1994). Dans la plupart des pays latino-américains qui ont suivi jusqu'au milieu des années quatre-vingt ou au début des années quatre-vingt-dix les politiques d'industrialisation de substitution étrangère, on a obtenu des résultats similaires. La protection des marchés nationaux pour encourager l'émergence de la consommation locale et, dans une moindre mesure, les industries de biens d'équipement et de semi-produits, a entraîné la création d'une base industrielle relativement importante dans des pays tels que le Mexique, le Brésil, l'Argentine ou le Chili (voir Hernández Laos, 1985; Cano, 1993). Toutefois, la présence de marchés captifs, de pratiques monopolistiques ainsi qu'oligopolistiques et un protectionnisme prolongé ont rendu la base industrielle de ces pays inefficace selon les standards mondiaux. Les consommateurs ont fini par supporter la plupart des coûts, en payant des prix plus élevés pour des produits, en général de qualité inférieure à celle que l'on trouvait sur les marchés internationaux (Love, 1994; Cárdenas, 1996). L'ouverture des frontières à la concurrence en Amérique latine a exposé les faiblesses de la base industrielle des pays latino-américains et a causé l'effondrement des

industries et la perte de nombreux emplois industriels (Rodríguez-Pose et Tomaney, 1999; Dussel Peters, 2000).

Il y a de multiples et diverses raisons pour l'échec des politiques traditionnelles de développement. Quelques-unes sont externes à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques. Dans quelques régions, une base de ressources humaines faible ou déficiente a été un véritable obstacle au développement efficace. Dans d'autres, des structures économiques locales obsolètes ont compromis les efforts politiques de développement. Des contextes sociaux et institutionnels inadéquats ont été invoqués comme raison possible des mauvaises performances des politiques traditionnelles de développement (North, 1991; Rodríguez-Pose, 1999). Pourtant, les facteurs internes liés à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques de développement sont aussi ou plus importants que les facteurs externes. Parmi ces facteurs, on trouve le déséquilibre interne de la plupart des politiques traditionnelles de développement. La logique derrière la plupart des politiques était de se concentrer sur ce qui était perçu comme le handicap majeur du développement, en pensant qu'une fois le problème résolu le développement durable suivrait. C'est-à-dire, si l'obstacle de développement majeur d'une zone était perçu comme étant la mauvaise accessibilité, des investissements importants dans les transports et les infrastructures de communication pourraient résoudre le problème d'accessibilité et, par conséquent, générer un dynamisme économique interne et attirer les investissements étrangers nécessaires. De même, on considérait que la faiblesse des tissus industriels pouvait être résolue en attirant de grandes entreprises dans la localité ou dans la région, ce qui créerait des emplois directs et indirects, engendrerait des transferts et des retombées technologiques et déclencherait la création d'entreprises. Cependant, le résultat de la mise en œuvre de politiques de développement peu équilibrées a généralement été décevant. Les investissements importants dans l'infrastructure, en accordant peu ou aucune importance aux autres facteurs tels que le support des entreprises locales, l'amélioration des ressources humaines locales ou la diffusion et l'assimilation de la technologie, ont souvent provoqué une accessibilité imparfaite aux marchés. Alors que les entreprises locales, à cause de leur faible niveau de compétitivité, se sont battues pour gagner du terrain sur les marchés extérieurs, ce sont de nombreuses compagnies concurrentielles à l'extérieur qui ont bénéficié le plus de la grande accessibilité aux régions moins avancées, acquérant ainsi une plus grande part de ces marchés et conduisant les entreprises locales à la faillite comme conséquence (voir figure 1). La dépendance fréquente vis-à-vis des investissements étrangers a produit les mêmes résultats. Au lieu de dynamiser leur environnement et déclencher des effets multiplicateurs, les grands complexes industriels venus d'autres endroits ont souvent été tentés par les incitations économiques et les subventions et ont eu tendance à encourager une plus grande dépendance vis-à-vis des acteurs économiques extérieurs (voir figure 1) (Rodríguez-Pose et Arbix, 2001).

Le deuxième facteur interne responsable de l'échec des politiques traditionnelles de développement a été la tendance à reproduire ces politiques dans différentes régions du monde, sans tenir compte des conditions économiques, sociales, politiques et institutionnelles locales. Ces politiques, qui avaient réussi dans un cadre spécifique, ont été mises en place presque sans changement dans des contextes différents. La planification nationale et les bureaux de développement ainsi que les organisations internationales ont été les principaux coupables de la répétition des soi-disant «meilleures pratiques». Pourtant, différentes conditions économiques, sociales et institutionnelles dans des environnements locaux différents ont influencé l'efficacité des meilleures pratiques et, dans la plupart des cas, causé l'échec des politiques qui avaient réussi ailleurs. De plus, la dépendance vis-à-vis des politiques *top down* importées a aliéné la population locale qui avait peu ou rien à dire sur le futur économique de ses régions (Vázquez Barquero, 1999).

L'échec des politiques centralisées traditionnelles ainsi que les défis soulevés par la mondialisation ont provoqué une sérieuse remise en question de la validité des efforts de développement par les praticiens et les universitaires. Le résultat de cette remise en

question au cours des quinze dernières années a été l'émergence d'une série de politiques de développement consultatives et innovatrices qui ont été regroupées sous le nom générique de développement économique local (DEL) (Stöhr, 1990; Amin, 2000). Bien que le changement des politiques *top down* et centralisées à une approche consultative (*bottom up*) du développement économique local n'ait pas été instauré du jour au lendemain ou qu'il ne soit pas basé sur un modèle théorique clairement défini, c'est bien ce modèle avec des approches sur mesure appliquées au développement des territoires qui a gagné du terrain en tant que base pour élaborer de nouvelles stratégies de développement.

Qu'est-ce que c'est que le DEL? De nombreuses définitions du développement économique local ont été proposées. Pourtant, le manque d'un modèle théorique clairement défini et le fait que les principales sources d'inspiration des stratégies du DEL sont l'apprentissage basé sur l'expérience et l'imitation ont empêché qu'une définition soit largement approuvée. Par conséquent, les stratégies du DEL ont tendance à avoir recours à des caractéristiques fondamentales de cette approche pour en préciser le contenu. White et Gasser (2001) identifient quatre aspects qui caractérisent les stratégies du DEL: *a*) elles exigent la participation et le dialogue social; *b*) elles sont basées sur le territoire; *c*) elles nécessitent la mobilisation des ressources locales et des avantages compétitifs; *d*) et que les entreprises soient possédées et gérées localement. L'ensemble de ces quatre caractéristiques est inclus dans la définition du DEL utilisée par le Programme de développement économique local de l'OIT qui considère le DEL comme «un processus direct qui encourage des partenariats entre les acteurs privés et publics d'un territoire défini; ce qui facilite la conception et la mise en œuvre commune d'une stratégie de développement, en utilisant les ressources locales et l'avantage compétitif dans un contexte mondialisé, tout en poursuivant à la fois l'objectif de créer des emplois décents et de stimuler l'activité économique» (ILO, 2002).

Les principales différences entre le DEL et les approches directes traditionnelles sont résumées dans le tableau 2 et sont relatives à cinq domaines. Premièrement, alors que, dans les approches directives traditionnelles, ce sont les planificateurs et les décideurs du gouvernement qui déterminent où sont mises en œuvre les stratégies de développement, avec peu ou aucune participation des acteurs locaux, les stratégies du DEL privilégient la promotion du développement dans tous les territoires en utilisant le potentiel économique et l'avantage compétitif de chaque espace. L'initiative de la stratégie de développement est prise localement ou avec un soutien local très fort. Deuxièmement, en ce qui concerne où et comment sont prises les décisions, les politiques traditionnelles ont été généralement élaborées, gérées et mises en œuvre par les ministères ou les agences du gouvernement central. La participation des acteurs locaux à l'élaboration des stratégies du DEL sous-entend, au contraire, un degré bien plus grand de coordination verticale et horizontale entre tous les acteurs concernés. La coordination verticale nécessite la synchronisation des institutions locales, régionales, nationales, supranationales ou internationales. La coordination horizontale comprend les acteurs locaux publics et privés concernés par les problèmes de développement (tableau 2).

La troisième différence importante est relative au type d'approche du développement. Les politiques traditionnelles ont eu tendance à adopter une approche sectorielle. La promotion des secteurs industriels spécifiques qui contribuent à générer un dynamisme économique a été l'un des objectifs majeurs de ces politiques. Le DEL utilise une approche territoriale pour réaliser le développement économique. L'évaluation des conditions économiques, sociales et institutionnelles de chaque territoire et l'identification du potentiel économique local sont la base sur laquelle se fonde n'importe quelle stratégie de développement. Etroitement lié à l'approche sectorielle de la plupart des politiques de développement traditionnelles est le développement de grands projets industriels qui devaient promouvoir une activité économique additionnelle et créer les réseaux nécessaires au développement durable. Les problèmes de ce type de pratiques ont été mentionnés plus tôt et ont poussé les praticiens du DEL à identifier et utiliser le potentiel de développement

économique de chaque région et à stimuler l'ajustement progressif du système économique local aux changements des conditions économiques (tableau 2).

Finalement, les deux approches se distinguent aussi par leur manière d'attirer l'activité économique. Tandis que les approches traditionnelles se sont, dans l'ensemble, appuyées sur l'aide financière, les incitations et les subventions pour attirer et maintenir l'activité économique, le DEL a tendance, en général, à rejeter de telles incitations et à se concentrer sur l'amélioration des conditions de base pour le développement et l'attraction d'une activité économique plus grande.

Selon Vázquez Barquero (1999), les stratégies du DEL sont conçues autour d'un triple schéma qui englobe le développement *matériel (hardware)*, *logiciel (software)* et *organisationnel (orgware)*. Le développement du matériel (*hardware*) concerne beaucoup de facteurs communs aux politiques de développement traditionnelles, tels que les dispositions d'infrastructure de base, y compris la création de réseaux de transport et de communication, l'espace industriel et l'infrastructure pour le développement du capital humain (y compris l'éducation, la santé et les installations culturelles).

Le développement du logiciel (*software*) nécessite l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies globales de développement local. Se basant sur le diagnostic des avantages comparatifs et des limitations de ressources de chaque espace, les acteurs – fréquemment avec la participation d'experts étrangers – conçoivent et mettent en place une stratégie exhaustive pour réaliser ce potentiel. Ces stratégies sont d'habitude articulées autour de quatre axes: l'amélioration de la compétitivité des compagnies locales, l'attraction des investissements, le perfectionnement du capital humain ou des compétences de la main-d'œuvre et le développement de l'infrastructure (figure 1). L'objectif majeur est de créer une stratégie locale complète et équilibrée de développement local qui enracinera ou plantera l'activité économique dans un territoire.

Tableau 2. Les principales différences entre les politiques de développement traditionnelles et les approches du DEL

Politiques de développement traditionnelles	Développement économique local
1. Approche <i>top down</i> dans laquelle les décisions concernant les régions où l'intervention est nécessaire sont prises par le gouvernement central	1. Promotion du développement dans tous les territoires avec l'initiative provenant souvent d'en bas
2. Gestion effectuée par une administration centrale	2. Décentralisé, coopération verticale entre les différents niveaux de gouvernement et coopération horizontale entre les organismes publics et privés
3. Approche sectorielle en matière de développement	3. Approche territoriale du développement (localité, milieu)
4. Développement de grands projets industriels, qui promeut d'autres activités économiques	4. Utilisation du potentiel de chaque région pour stimuler un ajustement progressif du système local économique aux changements de l'environnement économique
5. Aide financière, incitations et subventions en tant que principaux facteurs d'attraction de l'activité économique	5. Formulation des conditions essentielles pour le développement de l'activité économique

Source: propre élaboration.

De ce point de vue, le rôle de n'importe quel axe est inclus dans un cadre de stratégie globale en vue d'enraciner l'activité économique – à une époque où l'activité économique a tendance à être plus libre – dans une certaine zone et de réaliser le potentiel économique de chaque territoire. Ceci signifie: établir une stratégie globale et équilibrée dans laquelle les efforts entrepris pour attirer les investissements étrangers sont assortis de mesures similaires et coordonnées en vue d'améliorer le tissu économique local, l'infrastructure

locale et les ressources humaines locales. De la même façon, le perfectionnement des compétences doit être coordonné et synchronisé avec n'importe quelle initiative pour encourager les industries locales, pour améliorer l'infrastructure et pour attirer les ressources étrangères (figure 1), et ainsi de suite. On peut réaliser cela avec la participation systématique des acteurs économiques, sociaux et politiques locaux dans le processus d'élaboration et de développement et à l'aide d'une analyse précise du potentiel économique de n'importe quelle région.

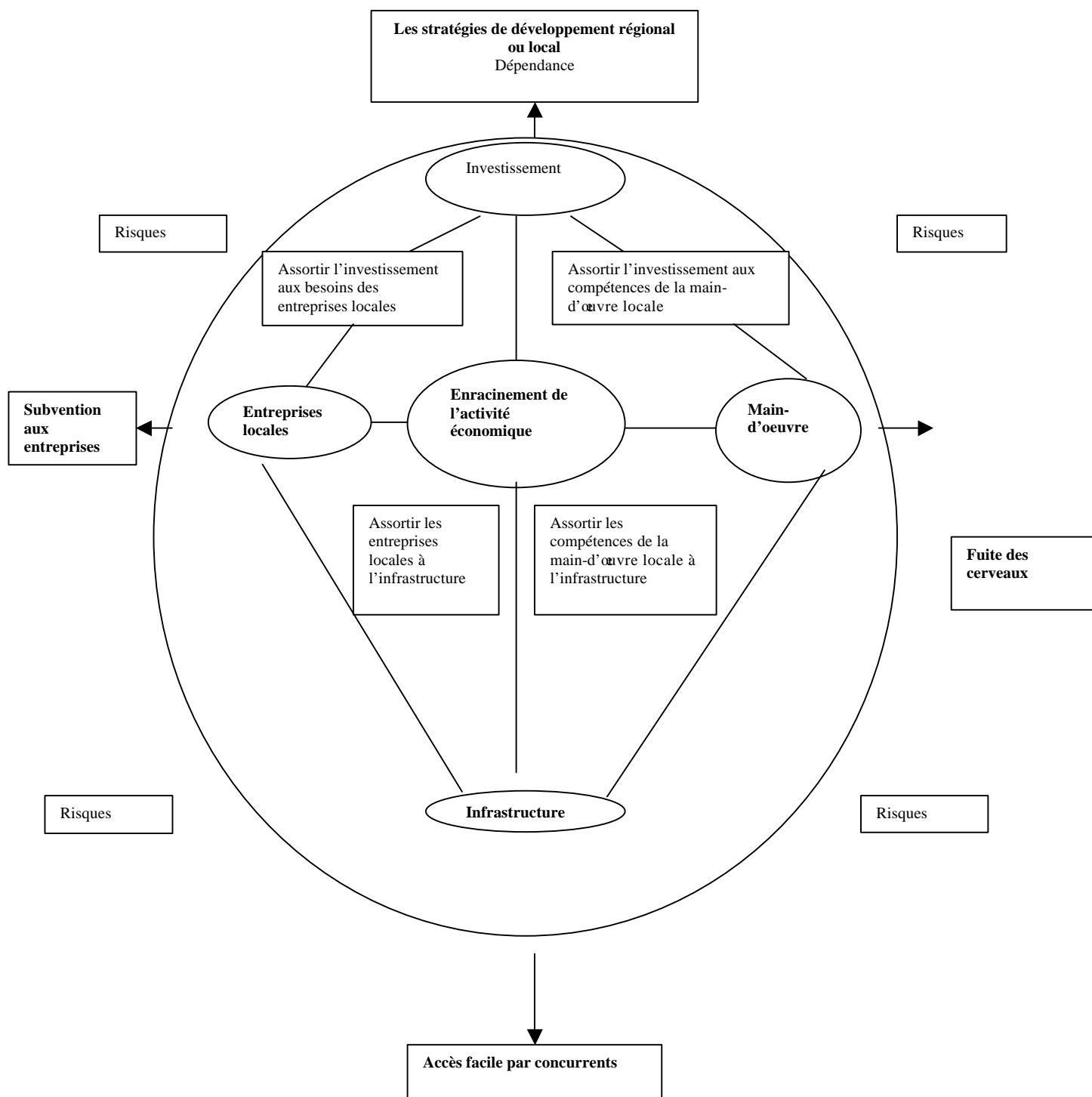
Il y a de nombreux risques d'échec à juger correctement les avantages compétitifs, les obstacles structurels ou la mauvaise mise en œuvre de la stratégie. Par exemple, une importance excessive accordée à l'attraction des investissements va probablement accroître la dépendance de la région d'acteurs économiques étrangers. De la même manière, le perfectionnement de l'éducation et des compétences de la population, sans amélioration de la compétitivité des industries locales ou sans attraction des ressources étrangères, peut avoir comme résultat une disparité entre l'offre des compétences et des diplômes et la demande de main-d'œuvre, engendrant un mécontentement et peut-être une fuite de cerveaux ou une migration de la main-d'œuvre qualifiée.

En outre, si l'amélioration de la compétitivité des industries locales n'est pas assortie d'un progrès similaire dans les compétences ou dans l'attraction des investissements, elle peut compromettre à moyen et à long termes les capacités des compagnies locales à générer et assimiler les innovations et aussi à détruire leur compétitivité (figure 1).

L'élaboration et la mise en œuvre efficace d'une stratégie équilibrée de développement local peut contribuer à créer un développement durable et des emplois. De plus, en développant l'activité économique dans un territoire qui dépend des conditions locales et dont la stratégie est élaborée localement, on peut déduire que les emplois créés seront probablement de meilleure qualité à moyen et à long termes qu'ils ne l'auraient été si la création d'emplois avait été laissée aux compagnies locales avec un petit ou aucun avantage compétitif – et cela dans une situation de marché très précaire – ou à des compagnies étrangères avec peu ou aucun lien – sous la forme de réseaux de fournisseurs ou de clients – avec la localité (Rodríguez-Pose, 1999).

Finalement, n'importe quelle stratégie implique le développement de ce que Vázquez Barquero (1999) appelle l'organisationnel (*orgware*), c'est-à-dire l'amélioration de la capacité organisationnelle à élaborer, mettre en œuvre et faire le suivi du développement de la stratégie. Le développement de l'organisationnel va au-delà d'une coordination verticale et horizontale de différents échelons du gouvernement et des acteurs publics et privés locaux mais implique la concertation de la société locale, en lui permettant et en l'encourageant à avoir son mot à dire en ce qui concerne son propre futur. La participation locale contribue au développement de la société civile et encourage aussi la formation de réseaux et de partenariats qui sont à la base des processus de progrès social et économique. Bien que la participation des sociétés locales soit un élément crucial de n'importe quelle stratégie du DEL, il ne faut pas oublier qu'elle ne peut être considérée comme son objectif majeur, mais comme un moyen pour réaliser le développement durable et pour générer le dynamisme économique et la création d'emplois plus importants.

Figure 1. Les bases et les risques des stratégies du DEL



Dans l'ensemble, il y a de nombreux avantages liés à l'adoption des stratégies de développement économique local dans un monde intégré quand on les compare aux programmes de développement traditionnels. Et ces avantages sont proches de «l'objectif majeur» et des mandats de l'OIT. Ces avantages sont divisés en avantages sociaux et économiques. Les avantages sociaux comprennent:

-
- a) les stratégies du DEL qui délèguent l'autorité aux sociétés locales et génèrent le dialogue local. Les gens vivant dans certaines régions du globe n'avaient jusqu'à récemment peu de pouvoir de décision ou de contrôle sur l'activité économique qui se développait sur leur territoire; ayant adopté les stratégies du DEL, ils ont commencé à prendre une position plus dynamique en ce qui concerne leur propre futur;
 - b) les stratégies du DEL contribuent à rendre les institutions locales plus transparentes et responsables et aussi à promouvoir le développement de la société civile locale.

D'un point de vue économique, les avantages de l'approche sont beaucoup plus importants:

- a) les stratégies du DEL, à cause de leur objectif d'enraciner l'activité économique dans un territoire et de faire dépendre n'importe quelle activité économique qui y est localisée des conditions économiques spécifiques et des avantages comparatifs de cet endroit, génèrent de l'emploi durable dans les entreprises les plus capables de résister aux changements de l'environnement économique mondialisé;
- b) les stratégies de développement économique local, basées sur la participation des acteurs locaux et sur l'enracinement de l'activité économique sur un territoire, contribuent aussi à l'amélioration générale de la qualité des emplois, c'est-à-dire à la création de «travail décent» durable.

Cependant, on ne doit pas oublier qu'il y a aussi des inconvénients associés aux politiques du DEL et que le DEL n'est pas sans risques. Le principal obstacle de cette stratégie est qu'elle est extrêmement longue à mettre en oeuvre. Le développement des coalitions locales et la coordination des acteurs locaux entre eux et avec d'autres acteurs institutionnels demandent un effort d'organisation intense et prennent beaucoup de temps, même avant que le processus de développement n'ait commencé. Et, même quand les principales institutions locales sont mises en place, il n'y a aucune garantie à court terme ou – même à moyen et long termes – de succès. Il y a aussi le risque de ne pas pouvoir identifier, élaborer ou mettre en oeuvre la stratégie de développement la plus appropriée. La participation des acteurs locaux a de nombreux avantages, comme la participation des sociétés locales, une plus grande transparence, une responsabilité et une plus grande proximité de ceux qui devront contribuer au processus de développement et qui finalement en bénéficieront le plus. Elle encourage la population locale, en général et les acteurs économiques locaux, en particulier à participer plus activement à l'élaboration de leur futur et à prendre plus de risques. Cependant, la simple participation des acteurs locaux n'est pas une garantie du choix des stratégies adéquates et techniquement correctes dans chaque espace. Dans quelques cas, elle suscite l'adoption de stratégies de développement déséquilibrées dont la capacité à créer un développement durable à moyen terme est douteuse. Le désir du public pour «des cures miracles» et/ou des résultats rapides, souvent en combinaison avec la présence de politiciens populistes, peut entraîner l'adoption de politiques à court terme très visibles au détriment de stratégies plus équilibrées, dont l'impact à long terme a moins d'attrait immédiat pour une grande portion du public.

4. Les politiques du DEL et l'OIT

L'expansion récente des stratégies du DEL à travers le monde a été accompagnée d'un recours grandissant à des instruments de développement relativement nouveaux et aux méthodes qui leur sont associées. Fini le temps où les projets de développement et les programmes étaient exclusivement basés sur l'infrastructure ou sur l'attraction de grandes compagnies. Les nouveaux outils de développement dans un monde intégré combinent les investissements traditionnels dans le matériel avec une série d'éléments visant à augmenter le potentiel économique de chaque espace et à promouvoir le développement endogène.

Avant tout, ces instruments relativement nouveaux comprennent une multitude de mesures qui s'adressent aux petites et moyennes entreprises pour leur développement. Celles-ci incluent des approches liées à la propriété (espace de travail géré, «incubateurs», espace de travail à thèmes – parcs scientifiques, technologiques et médicaux), aux services de soutien pour l'innovation dans le domaine des affaires, à la promotion des ressources humaines et à l'accès au capital (subventions, prêts, prêts participatifs). Fréquemment, les mesures visant à la promotion des PME locales sont accompagnées de programmes et de politiques qui tendent à établir la capacité et la participation, par le biais de stratégies d'inclusion ou à l'aide de mesures qui mêlent l'emploi et la politique de développement économique, tels que les projets intermédiaires de marché du travail, les réseaux de travail ou les services d'aide. Les initiatives financières jouent également un rôle important. Les initiatives financières de la communauté, les caisses des syndicats, les systèmes locaux d'échange, les microcrédits, l'investissement social sont parmi les moyens qui garantissent aux entrepreneurs l'accès au capital. Les pactes d'emploi territoriaux ou les contrats ou les partenariats basés localement ainsi que la mise en place de procédures pour le développement local sont souvent utilisés pour encourager les partenariats. Les politiques qui encouragent l'émergence et l'assimilation de l'innovation, ainsi que les politiques ciblées sur l'attraction de l'investissement direct étranger (IDE) dans des secteurs concernés sont communément utilisées. Enfin, une plus grande importance a été accordée à l'évaluation et au suivi du développement économique local. La mesure des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs, la compilation d'indicateurs, les méthodes d'évaluation préliminaire, intermédiaire et finale et l'évaluation participative représentent les quelques formes récurrentes de contrôle du développement. La plupart des stratégies du DEL incluent une combinaison de ces outils de développement fixés dans un cadre global de développement.

L'OIT a été l'organisation internationale – avec l'OCDE – la plus rapide à réaliser l'importance et le potentiel du changement d'orientation dans le paradigme du développement. De nombreux services et unités de l'OIT mettent déjà en œuvre la majorité des méthodes et outils de développement décrits ci-dessous. Il y a un Programme focal de promotion de l'emploi par le développement des petites entreprises, qui a de nombreux programmes, qui s'occupent d'un vaste éventail de services financiers pour aider les PME dans le monde, ainsi qu'une série d'autres actions de développement visant à améliorer l'environnement politique et les opportunités commerciales dans les régions où il opère. Les unités qui sont responsables et qui s'occupent de faciliter l'accès aux capitaux pour les entrepreneurs ont été particulièrement actives dans l'élaboration des projets. Le Programme focal sur les connaissances, les compétences et l'employabilité s'occupe du besoin d'améliorer la qualité des ressources humaines. Le Programme des finances sociales offre une gamme d'activités financières qui vont des versements des travailleurs immigrés aux associations de crédit et d'épargne, de la servitude pour dettes à un ensemble important d'opérations de microcrédits. La branche coopérative, par le biais de son Programme de développement économique local, élabore et réalise des programmes de développement local. Des unités dans le Département de protection sociale ont développé des projets de protection des travailleurs en fonction des territoires, tels que les services de micro-assurances pour les travailleurs du secteur informel. Il y a un Programme focal sur la réponse aux crises et la reconstruction qui s'occupe de la constitution et/ou de la reconstruction des capacités économiques et institutionnelles locales dans les régions qui viennent de sortir d'un conflit ou d'une catastrophe naturelle. En outre, il y a des programmes tel que le *Programme Universitas* qui a des projets innovateurs pour assister les gouvernements et les institutions de formation dans le développement de stratégies et de pratiques pour réaliser le développement à long terme et créer du travail décent.

Par conséquent, on peut dire que l'OIT, par contraste avec d'autres organisations internationales, a déjà établi les structures pour mettre en place des stratégies globales de développement économique local. Cependant, malgré tous ses louables efforts pour générer le développement et améliorer le niveau de vie, en dépit de toute sa bonne volonté

pour adopter de nouvelles politiques dans des contextes difficiles, l'OIT a été assaillie dans le passé par les mêmes problèmes qui ont limité l'efficacité des actions de développement entreprises par de nombreuses organisations internationales. Quelques facteurs sont complètement en dehors du contrôle de l'OIT. Ces facteurs externes sont liés aux contextes difficiles dans lesquels l'OIT opère. Générer des emplois, encourager l'esprit d'entreprise, créer des programmes d'aide financière efficace ou réaliser des projets microfinanciers est sans doute plus compliqué en Amérique centrale, en Angola, au Mozambique, au Cambodge, au Bangladesh ou en Bosnie-Herzégovine – pour ne citer que quelques régions où l'OIT a entrepris des projets visant à améliorer les conditions économiques et à générer des emplois – que dans beaucoup de pays développés, ou même que dans des pays en développement avec des institutions politiques et sociales plus stables. La destruction totale ou partielle des tissus économiques et sociaux des régions où le Programme focal sur la réponse aux crises et la reconstruction intervient laisse supposer que beaucoup de pôles sur lesquels on doit baser une stratégie de développement à long terme sont complètement absents. Dans ce sens, la stratégie d'aide, de réhabilitation et de reconstruction utilisée par le programme focal est appropriée et nécessaire, mais a besoin d'être accompagnée d'un effort de développement durable pour enclencher le dynamisme économique nécessaire pour orienter ces régions vers un développement durable et un travail décent. L'intervention dans des contextes politiques et sociaux plus stables dans les pays en développement est aussi confrontée à de nouveaux défis. Essayer d'insérer des espaces qui ont été relativement isolés dans un marché économique mondialisé présente de sérieux problèmes économiques, sociaux, institutionnels et culturels qui peuvent même annihiler l'efficacité de la meilleure stratégie de développement.

L'OIT, dans sa propre sphère, a identifié une série de facteurs internes qui ont réduit l'impact à moyen et à long termes des programmes de développement. Les paragraphes suivants décrivent ces facteurs internes et les actions entreprises par l'OIT pour les maîtriser:

- a) **Le manque traditionnel de coordination entre les différents services au sein des organisations internationales:** un facteur interne récurrent qui limite l'impact des efforts de développement entrepris par n'importe quelle grande organisation est le manque de coordination entre les différents services qui gèrent des programmes n'importe où dans le monde. Au sein de grandes organisations, la coopération et la coordination entre les services semblent se produire au coup par coup et sont souvent plus liées aux contacts personnels entre les membres des services qu'à une quelconque stratégie institutionnelle. Pour remédier à ce problème, l'OIT essaie d'encourager la collaboration et l'unification des compétences entre les services et les unités pour élaborer et mettre en œuvre des stratégies de développement intégrées. La fragmentation traditionnelle de l'OIT est en passe de disparaître grâce à la mise en place d'objectifs communs et à la création de services tels que le Service d'intégration des politiques et l'équipe de travail décent qui en dépend, avec une approche territoriale du développement plutôt que l'approche sectorielle habituelle.
- b) **L'importance accordée à l'obtention de résultats visibles et à court terme:** un deuxième facteur interne qui limite l'impact de l'intervention des organisations internationales pour le développement est l'utilisation excessive **du court terme** et la recherche de **visibilité** qui semblent prédominer dans de nombreux programmes. Les organisations comptent de plus en plus sur le financement externe pour accomplir leurs objectifs. Des contributions d'organismes d'aide nationaux ou étrangers, d'organisations et, dans une moindre mesure, de fondations privées représentent la majeure partie du financement de nombreux programmes. La dépendance vis-à-vis des capitaux des bailleurs de fonds n'est pas négative et a même contribué à maintenir et accroître les ressources disponibles pour le développement dans le monde entier. Mais la dépendance excessive vis-à-vis des fonds des bailleurs amplifie souvent le problème, mentionné ci-dessus, du manque de coordination au sein des organisations

internationales et crée des problèmes de recherche de résultats à court terme qui sont inconsistants avec la nature du développement durable qui requiert des objectifs à moyen ou à long terme.

Les différents organismes nationaux d'aide au développement, les fondations privées et les bailleurs de fonds ont de tous autres programmes et priorités qui déterminent la nature et les objectifs des programmes pour lesquels ils donnent des fonds. Certains gouvernements affectent des fonds pour l'amélioration des conditions de travail des femmes, d'autres pour la prévention du travail des enfants, d'autres encore pour des travaux d'infrastructure ou pour la promotion de l'esprit d'entreprise. Etant donné ces objectifs différents et les organisations internationales sectorielles qui sont impliquées, les fonds des bailleurs ont tendance à être obtenus par ou à leur être alloués à des départements spécifiques. La pression exercée par les délais et le besoin d'obtenir des résultats tangibles pour satisfaire les bailleurs contribuent encore plus à augmenter les problèmes de coordination interne au sein des organisations internationales et entre elles ainsi qu'entre les agents institutionnels et économiques locaux et d'autres organisations internationales sur le terrain. Le besoin de fournir des résultats influence aussi les demandes des bailleurs et souvent les actions des organisations internationales qui se concentrent sur certains aspects des stratégies de développement qui pourront être réalisées dans le délai le plus court ou apporter une plus grande visibilité. La construction des infrastructures, la lutte contre le travail des enfants ou les mises en place de crédit pour les petites et moyennes entreprises – juste pour ne signaler que quelques-unes des mesures les plus visibles – sont des initiatives essentielles pour réaliser le développement durable. Cependant, l'intervention dans l'un de ces domaines ne garantit pas que les conditions qui ont conduit à l'existence du travail des enfants ou à l'absence d'infrastructure adéquate seront résolues à moyen ou à long terme. La conséquence de cette poursuite de visibilité est la mise en place de stratégies incomplètes et déséquilibrées, qui accroissent les risques de laisser de nombreux secteurs de l'économie exposés et, à court ou à long terme, de favoriser un retour à la situation originale.

L'OIT a considéré ce problème en travaillant avec les bailleurs pour qu'ils engagent les fonds à long terme et en conjuguant les fonds de différents bailleurs pour établir des stratégies de développement territorial unifiées. De cette manière, l'OIT est de plus en plus capable de résoudre les problèmes liés au court terme et à la recherche de visibilité qui ont accablé les interventions de développement dans le passé.

- c) **Une tendance à reproduire des programmes qui ont réussi sans tenir compte de la diversité des contextes locaux:** une autre conséquence du besoin de satisfaire les bailleurs et de la pression des délais qui l'accompagne est la tendance à reproduire des programmes réussis dans de divers contextes locaux, régionaux ou nationaux. Malgré le fait que les chercheurs ainsi que les praticiens pensent qu'il faut éviter de reproduire les mêmes programmes, les contraintes de temps et de ressources forcent souvent les gouvernements et les organisations à ne faire que cela sur le terrain. L'OIT a récemment cherché à adapter ses programmes de développement aux contextes locaux, en consacrant une quantité croissante de ressources aux principes clés du DEL tels que l'acquisition d'une connaissance des conditions locales, la sensibilisation des acteurs locaux et la promotion de leur participation par le biais de la création de forums locaux ou de formes de participation similaires de la population locale. Dans cette perspective, l'OIT avec son expertise et la participation active des acteurs locaux a conçu des programmes qui ont fait leurs preuves dans différents environnements territoriaux avec des conditions économiques, sociales et institutionnelles locales.
- d) **Un recours excessif aux programmes de développement «en vogue», au détriment de programmes moins éblouissants mais tout de même essentiels:** le

besoin des bailleurs de répondre aux changements de l'opinion publique a souvent conduit, dans le passé, à l'adoption de programmes qui ont une grande attraction auprès des politiciens, des praticiens et des chercheurs au détriment de la mise en place de mesures aussi nécessaires mais moins attrayantes pour la réalisation du développement durable. Que ce soit le microfinancement, la constitution de réseaux et la sous-traitance, les «incubateurs» d'entreprises ou le développement des capacités – pour ne mentionner que quelques aspects –, les techniciens des organisations internationales ont tendance à favoriser les programmes dans des domaines qui sont à la mode dans les cercles politiques ou universitaires. Beaucoup de mesures contribuent substantiellement à surmonter quelques très importants obstacles au développement, mais seules elles ne suffisent pas à élaborer une stratégie de développement. Au cours des dernières années, l'OIT a fait de gros efforts pour inclure ces programmes dans le cadre de stratégies de développement intégrées dans lesquelles des interventions moins en vogue mais essentielles sont mises en place à côté d'autres plus en vogue et «branchées».

- e) **Un manque de continuité dans les actions:** la réalisation du développement économique est une tâche à moyen ou long terme, particulièrement dans les zones où de nombreux facteurs qui enclenchent une plus grande culture d'entreprise et la concurrence sont absents. Étant donné la courte durée de nombreux programmes de développement entrepris par la plupart des organisations internationales, on peut espérer que les mesures mises en place sont bien ciblées et suffisantes pour enclencher les processus nécessaires au développement. Malheureusement, il est peu probable que ce soit toujours le cas. Plusieurs facteurs vont dans cette direction. D'abord, les contraintes de temps limitent la capacité des équipes d'aide technique de faire une évaluation complète des problèmes de développement dans la zone où le programme est mis en œuvre. Le fait que de nombreux programmes soient fondamentalement adaptés aux besoins des bailleurs est un autre facteur qui entrave le succès des programmes à long terme. Et l'incertitude quant à la continuation des actions ou leur substitution avec des programmes de développement supplémentaires soulève encore plus de doute sur la durabilité des résultats obtenus. Le fait d'avoir une période de temps relativement limitée ne signifie pas nécessairement que les programmes entrepris sont un gaspillage de ressources. Mais ceci soulève des doutes quant à leur impact à long terme, une fois que le soutien financier et technique des organisations internationales est interrompu ou que les conditions locales avec lesquelles le programme avait été développé changent. Par le biais de la mise en commun des fonds des bailleurs, de leur insertion dans des programmes de développement à moyen et à long termes, du recours croissant à des procédures d'évaluation, l'OIT essaie de surmonter le problème du manque de continuité des actions. L'introduction progressive des programmes de développement économique local intégré, de processus d'évaluation rigoureux aura pour résultat une utilisation plus efficace des ressources attribuées pour promouvoir le développement et le travail décent.

Malgré les environnements difficiles dans lesquels l'OIT met en œuvre ses programmes de développement, son adoption de nouvelles méthodes de développement économique local et ses efforts pour les inclure dans le cadre de stratégies intégrées de développement territorial ouvrent de nouvelles voies et apportent de l'espoir aux régions dont le potentiel de développement et la capacité à faire de la concurrence dans une économie mondialisée est relativement faible. Cependant, il faut dépasser le statu quo si l'on ne veut pas que les avantages de l'introduction de nouvelles méthodes et de nouvelles approches de développement soient de courte durée. L'OIT doit travailler plus avec les bailleurs et les communautés locales sur les problèmes tels que l'incertitude quant au financement et le besoin d'avoir une vision à moyen et à long termes plutôt que de compter sur les résultats à court terme. C'est seulement de cette manière que l'évaluation satisfaisante et précise des obstacles du développement local, la participation des acteurs

économiques et sociaux locaux et l'adaptation complète des programmes développés ailleurs aux conditions locales deviennent des facteurs essentiels de la stratégie de développement et pas seulement des éléments chers et qui prennent du temps, comme ils l'étaient auparavant.

5. Conclusions: vers un plus grand rôle de l'OIT dans la promotion du DEL

L'OIT a clairement un avantage comparatif par rapport à d'autres organisations internationales dans le domaine de la promotion des stratégies de développement économique local. Tandis que d'autres organisations internationales ont une approche plus rigide du développement, l'OIT possède déjà les compétences et la capacité de concevoir et de mettre en œuvre des stratégies qui puissent permettre à un grand nombre de territoires de faire face aux défis posés par la mondialisation et de créer plus d'emplois de qualité décente. Cependant, malgré l'effort de l'Organisation de mettre le développement et la création d'emplois durables de bonne qualité au cœur de ses objectifs, il lui reste à envisager une approche du développement en tant que phénomène multisectoriel et à multiples facettes. Ceci exige une plus grande synergie entre l'expertise technique de l'Organisation et la participation dynamique des acteurs locaux, ainsi que les ressources et le temps de donner une réponse exhaustive et structurée aux défis de la mondialisation que les localités et les régions dans le monde réclament. Les pratiques récentes de l'OIT représentent un progrès important par rapport aux pratiques précédentes. L'impact à court terme des programmes de développement est dans la plupart des cas positif. L'élaboration de projets de microfinancement au Cambodge ou au Bangladesh, la sous-traitance de services publics par le secteur privé à Dar es-Salaam et dans des villes latino-américaines ou la création d'agences de développement économique local au Mozambique et en Amérique centrale sont des exemples de programmes réussis qui ont contribué à générer des emplois locaux sur une courte période de temps. Des progrès ont été faits dans l'accomplissement de résultats à moyen et à long termes. Les efforts qui ont été entrepris pour améliorer les compétences dans les affaires, pour donner des conseils et de l'aide aux entreprises, pour garantir l'accès à la technologie et à l'infrastructure et pour assurer un environnement institutionnel et bureaucratique favorable dans de nombreuses régions où l'OIT intervient ont été substantiels. En conséquence, les chances des entreprises locales de franchir le seuil de survie se sont améliorées, même dans l'environnement d'une plus grande concurrence provenant de compagnies étrangères plus dynamiques. Les actions effectuées pour créer des ensembles et des réseaux dans les régions où les conditions infrastructurelles de base, techniques, éducatives et institutionnelles ont été traditionnellement absentes semblent aller dans la même direction. Et il est probable que les mesures visant à améliorer l'environnement institutionnel et à développer la société civile locale vont probablement laisser des traces durables.

En résumé, le développement croissant par l'OIT de programmes de développement territorial intégrés dans le cadre de stratégies de développement équilibré va probablement rendre les territoires où a lieu l'intervention moins vulnérables aux forces économiques extérieures et plus dépendants de leur propre potentiel économique. Mais que peut faire l'OIT pour améliorer l'impact de son effort de développement à long et à moyen termes? Comme on l'a déjà mentionné ci-dessus, il y a eu de nombreux changements positifs, mais l'OIT doit s'assurer que les incitations nécessaires pour établir une coordination et un dialogue plus importants entre ses services et ses unités d'approches sectorielles sont incorporées dans la structure et dans la culture de l'Organisation. Il en va de même pour les conditions de l'élaboration de stratégies de développement intégré. D'autres progrès dans le réexamen de la structure et de la direction de l'OIT sont nécessaires. Si les bonnes incitations en vue d'une coopération entre les services et les unités sont mises en place et incorporées dans la culture dirigeante de l'Organisation, les rendements à moyen et à long

termes des programmes de développement visant à la création du travail décent durable s'accroîtront radicalement.

Il est aussi nécessaire d'encourager l'adoption de plus d'approches territoriales au détriment d'approches sectorielles. L'utilisation d'approches territoriales encouragera une plus grande coordination interne entre les services de l'OIT mais, bien plus important, la coordination de tous les programmes mis en œuvre dans un même pays ou une même région. La mise en commun des fonds des bailleurs ainsi que leur attribution à un certain nombre de localités, régions ou pays qui ont été identifiés par l'OIT comme cibles à cause de leurs problèmes économiques spécifiques ou de la vulnérabilité de leurs économies est une étape capitale dans cette direction. A longue échéance, il faudra qu'un plus gros effort institutionnel soit fait pour réaliser complètement une approche du développement exhaustive et équilibrée. Cet effort pourrait mener à une coordination des unités chargées d'effectuer des analyses approfondies des problèmes de développement avec celles qui sont chargées de construire des passerelles avec les communautés locales et celles qui sont chargées de l'aide technique dans la mise en œuvre des programmes. La création récente du Service d'intégration des politiques et de l'unité de travail décent, avec son approche holistique et territoriale basée sur une évaluation approfondie du potentiel économique local pour la mise en œuvre de programmes pilotes, constitue ce qui peut être l'embryon d'un réexamen institutionnel profond du rôle de l'OIT dans le développement et la création d'emplois décents et permanents. Mais une réévaluation de plus grande envergure et une réorganisation des activités présentes de l'OIT en suivant les lignes d'une approche plus exhaustive et territoriale sont encore nécessaires pour assurer le succès à long terme de l'Organisation à créer du travail décent à une époque où les forces du marché, partout dans le monde, semblent pousser dans une direction opposée.

Bibliographie

- Amin, A. (1999): An institutionalist perspective on regional economic development. *International Journal of Urban and Regional Research* 23 (2), pp. 365-378.
- Aschauer, D.A. (1989): Is public expenditure productive? *Journal of Monetary Economics* 23 (2), pp. 177-200.
- Azzoni, C.R. (2001): Economic growth and regional income inequality in Brazil *Annals of Regional Science* 35 (1), pp. 133-152.
- Cano, W. (1993): *Reflexoes sobre o Brasil e a nova (des)ordem internacional*. Editora da Unicamp, Campinas.
- Cárdenas, E. (1996): *La Política Económica en México, 1950-1994*, Mexico, DF: Fondo de Cultura Económica-El Colegio de México.
- Coe, D.T., et Helpman, E. (1995): International R&D spillovers. *European Economic Review* 39, 859-87.
- Coe, D.T., Helpman, E., et Hoffmeister, A.W. (1997): North-South R&D spillovers. *Economic Journal* 107, 134-49.
- Cuadrado Roura, J.R. (1994): Regional disparities and territorial competition in the EC. In J.R. Cuadrado Roura, P. Nijkamp & P. Salvá, eds., *Moving Frontiers: Economic Restructuring, Regional Development and Emerging Networks*, pp. 3-22. Aldershot: Avebury.
- Dowling, M. (1999): Social exclusion, inequality and social work. *Social Policy and Administration* 33 (3), pp. 245-261.
- Dussel Peters, E. (2000): *Polarizing Mexico. The Impact of the Liberalisation Strategy*. Boulder: Lynne and Rienner Publishers.
- Esping-Andersen, G. (1999): *Social Foundations of Postindustrial Economies*. Oxford: Oxford University Press.
- Frankel, J.A., et Romer, D. (1999): Does trade cause growth? *American Economic Review* 89 (3), pp. 379-399.
- Grossman, G., et Helpman, E. (1991): *Innovation and growth in the global economy*. MIT press, Cambridge (Mass.).
- Hernández Laos, E. (1985): *La Productividad y el Desarrollo Industrial en México*, Mexico, DF: Fondo de Cultura Económica.
- IMF (2000): World Investment Report. Washington: IMF.
- ILO (1999): Report of the Director-General. Decent Work. Geneva: ILO.
- ILO (2002): Local Economic Development programme website.
- Kang, N.H., et Johansson, S. (2000): Cross-border mergers and acquisitions: Their role in industrial globalisation. Paris: OECD, STI Working Papers, Directorate for Science, Technology and Industry.
- Lipietz, A. (1980): The structuration of space, the problem of land, and spatial policy, in J. Carney, R. Hudson, and J. Lewis (eds.), *Regions in crisis*. London: Croom Helm.
- Love, J. (1994): Economic Ideas and Ideologies in Latin America since 1930, in Bethell, L. (ed.) *The Cambridge History of Latin America*, Vol. VI, Cambridge: Cambridge University Press.
- Martin, P. (1999): Public policies, regional inequalities and growth. *Journal of Public Economic* 73 (1), pp. 85-105.
- North, D.C. (1990): *Institutions, institutional change, and economic performance*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Perroux, F. (1957): *Théorie générale du progrès économique*, Paris: ISEA.
- Rodríguez-Pose, A. (1998): *Dynamics of Regional Growth in Europe. Social and Political Factors*. Oxford: Clarendon Press.

-
- Rodríguez-Pose, A., et Arbix, G. (2001): Strategies of waste: bidding wars in the Brazilian automobile sector. *International Journal of Urban and Regional Research*, 25, 1, 134-54.
- Rodríguez-Pose, A. (1999): Instituciones y desarrollo económico. *Ciudad y Territorio. Estudios Territoriales*, 31, 122, 775-84.
- Rodríguez-Pose, A., et Tomaney, J. (1999): Industrial crisis in the centre of the periphery: stabilisation, economic restructuring and policy responses in the São Paulo metropolitan region. *Urban Studies*, 36, 3, 479-98.
- Rodrik, D. (2000): How far will international economic integration go? *Journal of Economic Perspectives* 14 (1), pp. 177-186.
- Sachs, J.D., et Warner, A. (1995): Economic reform and the process of global integration. *Brookings Papers on Economic Activity*, 1, 1-95.
- Sachs, J.D., et Warner, A. (1997): Fundamental sources of long-run growth. *American Economic Review*, 87, 184-8.
- Sánchez-Reaza, J., et Rodríguez-Pose, A. (2002): The impact of trade liberalization on regional disparities in Mexico. *Growth and Change*, 33, pp. 72-90.
- Schneider, F., et Enste, D.H. (2000): Shadow economies: size, causes, and consequences. *Journal of Economic Literature*, 38: pp. 77-114.
- Stöhr, W.B. (ed.) (1990): *Global challenge and local response. Initiatives for economic regeneration in contemporary Europe*. London: The United Nations University, Mansell.
- Storper, M. (1997): *The Regional World. Territorial Development in a Global Economy*. London: Guilford.
- Taylor, P.J., et Walker D.R.F. (2001): World cities: A first multivariate analysis of their service complexes, *Urban Studies*, 38: pp. 23-47.
- Trigilia, C. (1992): *Sviluppo senza Autonomia. Effetti Perversi delle Politiche nel Mezzogiorno*. Bologna: Il Mulino.
- Vanhoudt, P., Mathä, T., et Smid, B. (2000): How productive are capital investments in Europe?, *EIB Papers*, 5: pp. 81-105.
- Vázquez Barquero, A. (1999): *Desarrollo, redes e innovación: lecciones sobre desarrollo endógeno*, Madrid, Pirámide.
- Viesti, G. (2000): *Come nascono i distretti industriali*. Roma: Laterza.
- White, S., et Gasser, M. (2001): Local economic development: a tool for supporting locally owned and managed development processes that foster the global promotion of decent work. Geneva: ILO, Job Creation and Enterprise Development Department.
- Williamson, J.G. (1997): Globalization and inequality, past and present. *World Bank Research Observer*, 12, 117-35.